



LES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

PAYS DE LA LOIRE

SITUATION AU 31 JANVIER 2017



LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En janvier 2017, **687** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en diminution de **15,6%** par rapport à janvier 2016. Les licenciés avec dispositif représentent **62,6%** de l'ensemble et affichent une baisse de **19,3%**.

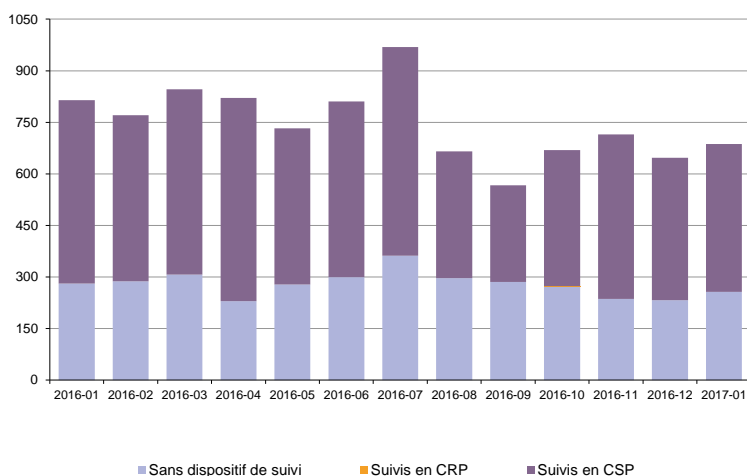
En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques affiche une baisse significative depuis août 2015 (**683** licenciements en janvier 2017).

En un an, **8 900** personnes ont été inscrites pour ce motif, en région des Pays de la Loire (soit une baisse de **19,2%**).

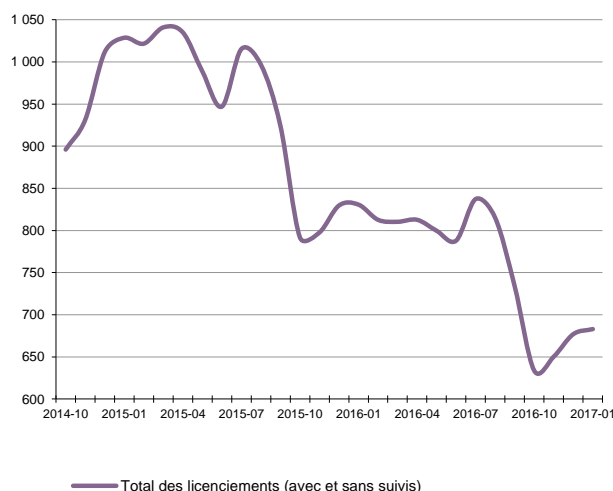
SOMMAIRE

- 1** Les licenciés économiques
- 2-3** Leurs caractéristiques socio démographiques
- 4** La DEFM avec dispositif
- 5-6** Le suivi des dispositifs

LES INSCRIPTIONS SUITE A LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE



MOYENNE MOBILE SUR TROIS MOIS



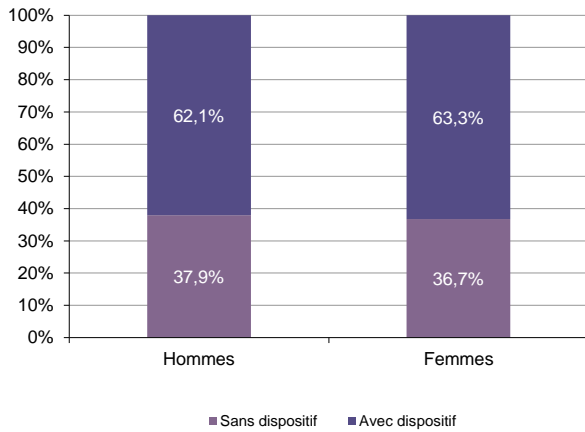
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	janv-17	687	257	37,4%	430	62,6%			430
	janv-16	814	281	34,5%	533	65,5%	NC	NC	533
	Evolution	-15,6%	-8,5%		-19,3%				-19,3%
Cumul sur 3 mois	janv-17	2 049	725	35,4%	1 324	64,6%	NC	NC	1 324
	janv-16	2 492	707	28,4%	1 785	71,6%	NC	NC	1 784
	Evolution	-17,8%	2,5%		-25,8%				-25,8%
Cumul sur 12 mois	janv-17	8 900	3 342	37,6%	5 558	62,4%	NC	NC	5 557
	janv-16	11 018	2 932	26,6%	8 086	73,4%	9		8 077
	Evolution	-19,2%	14,0%		-31,3%				-31,2%

Source Persee

Information méthodologique : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

LES CARACTÉRISTIQUES SOCIO DÉMOGRAPHIQUES DES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES

RÉPARTITION PAR SEXE



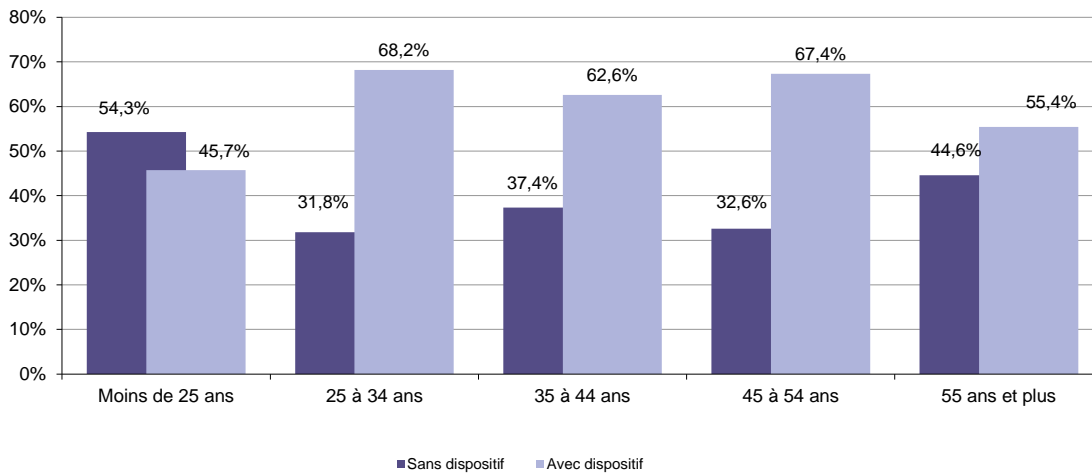
En janvier 2017, la proportion des femmes licenciées économiques avec un dispositif (**63,3%**) est plus importante que celle des hommes (**62,1%**).

Exceptée la tranche d'âge moins de 25 ans (**45,7%**), toutes les autres tranches d'âge ont adhéré majoritairement à un dispositif (de **55,4%** à **68,2%**).

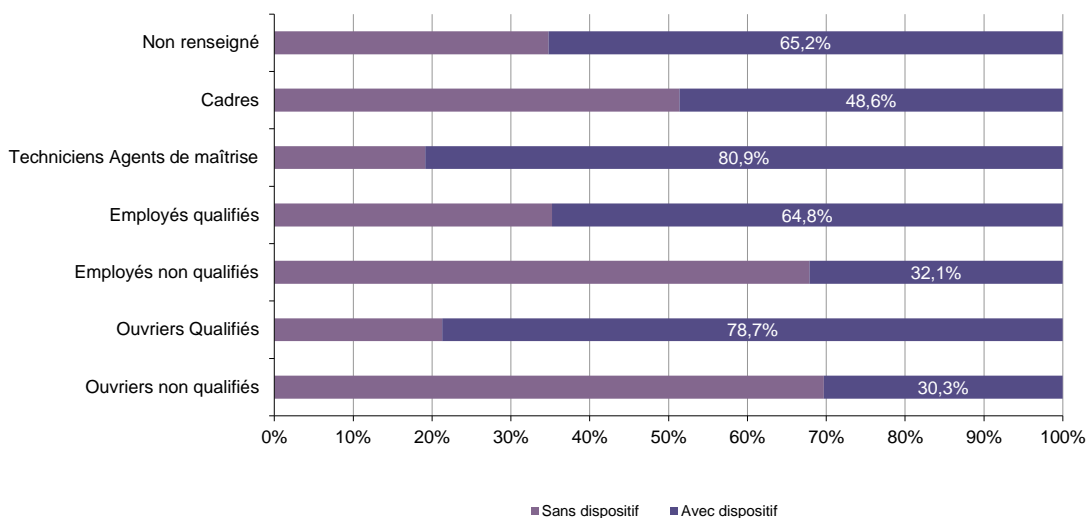
La tranche d'âge de 25 à 34 ans affiche le taux d'adhésion le plus élevé.

La proportion de personnes suivies par un dispositif est plus importante chez les techniciens agents de maîtrise (**80,9%**) et chez les ouvriers qualifiés (**78,7%**). Viennent ensuite les employés qualifiés avec **64,8%**. La proportion la plus faible des licenciés suivis par un dispositif est enregistrée du côté des ouvrier non qualifiés (**30,3%**).

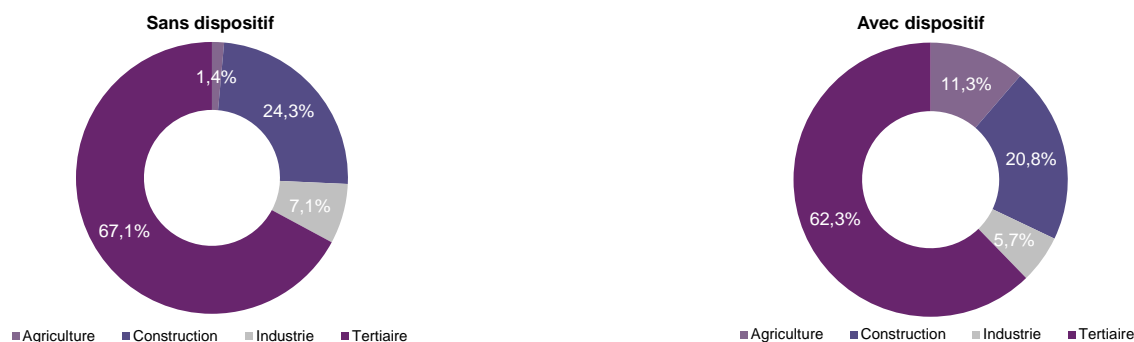
RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



RÉPARTITION PAR QUALIFICATION



RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



RÉPARTITION PAR MÉTIER (15 PREMIERS)

Code Rome	licenciés économiques	dont sans dispositif	dont avec dispositif
D1214 Vente en habillement et accessoires de la personne	23	10	13
M1607 Secrétariat	22	10	12
A1414 Horticulture et maraîchage	20	NC	NC
M1203 Comptabilité	18	6	12
N1103 Magasinage et préparation de commandes	18	NC	NC
N4101 Conduite de transport de marchandises sur longue distance	17	NC	NC
D1106 Vente en alimentation	15	NC	NC
D1401 Assistanat commercial	15	NC	NC
G1602 Personnel de cuisine	13	NC	NC
F1607 Pose de fermetures menuisées	12	NC	NC
D1301 Management de magasin de détail	11	NC	NC
D1402 Relation commerciale grands comptes et entreprises	11	6	5
G1204 Éducation en activités sportives	11	NC	NC
K1303 Assistance auprès d'enfants	11	NC	NC
M1707 Stratégie commerciale	9	NC	NC

N.C. : données non communiquées en raison du secret statistique (données < à 5).

En janvier 2017, les licenciés économiques se trouvent dans trois domaines d'activité principaux :

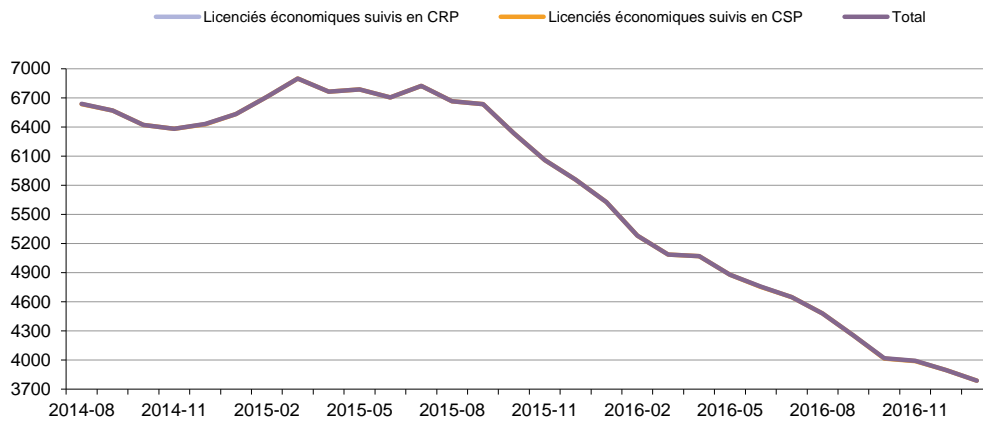
- " Commerce, vente et grande distribution " avec les métiers " Vente en habillement et accessoires de la personne ", " Vente en alimentation " et " Assistanat commercial " ;
- " Support à l'entreprise " avec les métiers " Secrétariat ", " Comptabilité " et " Stratégie commerciale " ;
- " Transport et logistique " avec les métiers " Magasinage et préparation de commandes " et " Conduite de transport de marchandises sur longue distance ".

RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT

	Licenciés économiques janv-17	Evolution / janv-16	dont sans dispositif	Poids	dont avec dispositif	Poids
44 Loire Atlantique	257	-25,1%	85	33,1%	172	66,9%
49 Maine et Loire	149	0,7%	57	38,3%	92	61,7%
53 Mayenne	40	-16,7%	17	42,5%	23	57,5%
72 Sarthe	118	-11,3%	48	40,7%	70	59,3%
85 Vendée	123	-13,4%	50	40,7%	73	59,3%
Pays de la Loire	687	-15,6%	257	37,4%	430	62,6%

LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

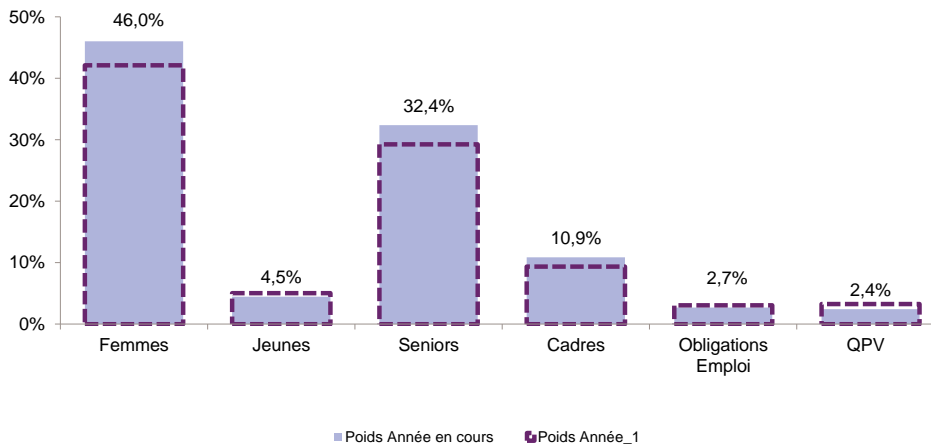
ÉVOLUTION DES DEFM



	janv-15	janv-16		janv-17	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	6 534	5 626	-13,9%	3 789	-32,7%
dont CRP	NC			NC	
dont CTP	NC			NC	
dont CSP	6 534	5 626	-13,9%	3 790	-32,6%

RÉPARTITION PAR PUBLIC

	janv-16		janv-17		
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	Evolution annuelle
Femmes	2 369	42,1%	1 744	46,0%	-26,4%
Moins de 25 ans	283	5,0%	170	4,5%	-39,9%
50 ans et plus	1 645	29,2%	1 227	32,4%	-25,4%
Cadres	526	9,3%	412	10,9%	-21,7%
Obligations d'emploi	173	3,1%	103	2,7%	-40,5%
Quartiers Prioritaires de la Ville	183	3,3%	92	2,4%	-49,7%



Source Persee

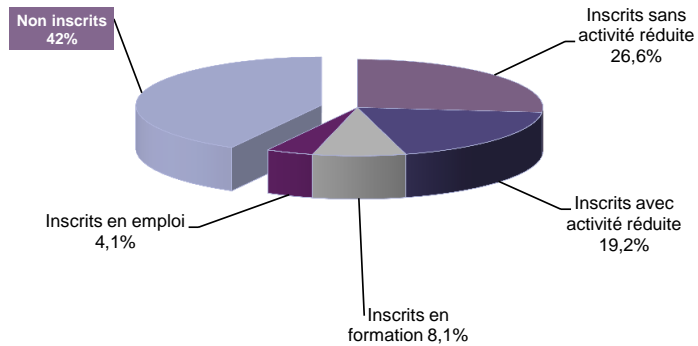
SITUATION A L'ISSUE DES DISPOSITIFS

En janvier 2017, **42%** des adhérents de la cohorte de décembre 2015 ne sont plus inscrits. Cette proportion passe à **47,4%** pour la population masculine et **67,9%** pour les demandeurs âgés de moins de 25 ans.

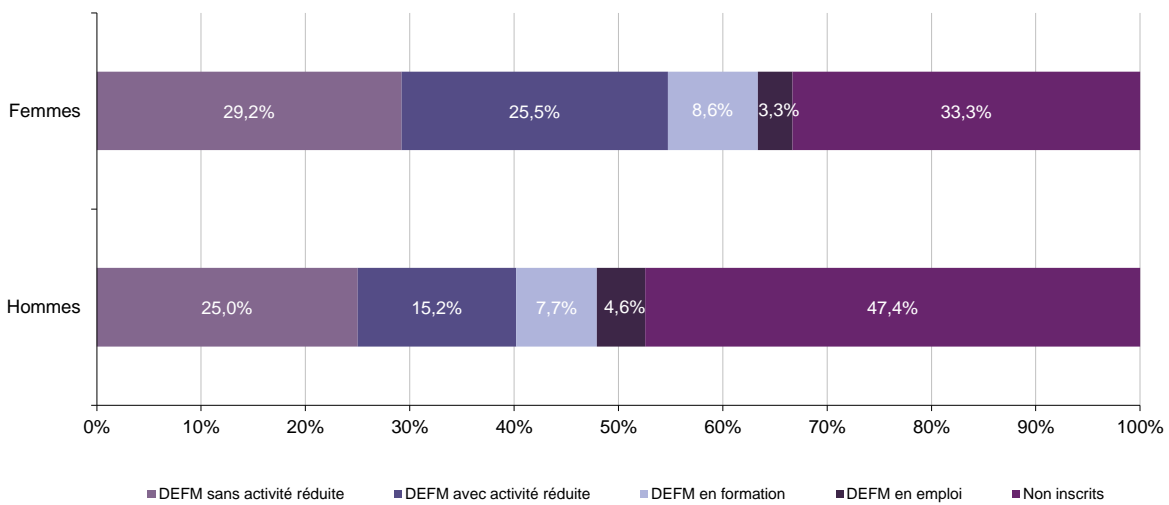
26,6% des adhérents de décembre 2015 sont demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, un an après leur entrée dans le dispositif et **19,2%** sont demandeurs d'emploi inscrits en activité réduite en catégorie B et C.

En additionnant les personnes non inscrites, les personnes inscrites en emploi et celles inscrites avec activité réduite, la proportion de personnes en accès à l'emploi à l'issue du dispositif se chiffre à **65,3%**.

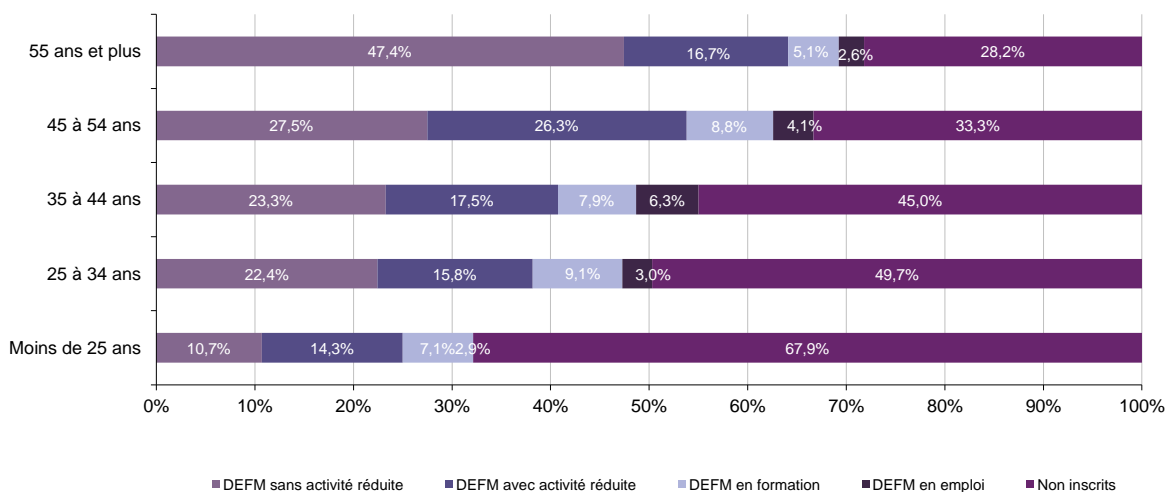
SUIVI DE LA COHORTE DE DECEMBRE 2015 - 636 ADHÉRENTS



RÉPARTITION PAR SEXE

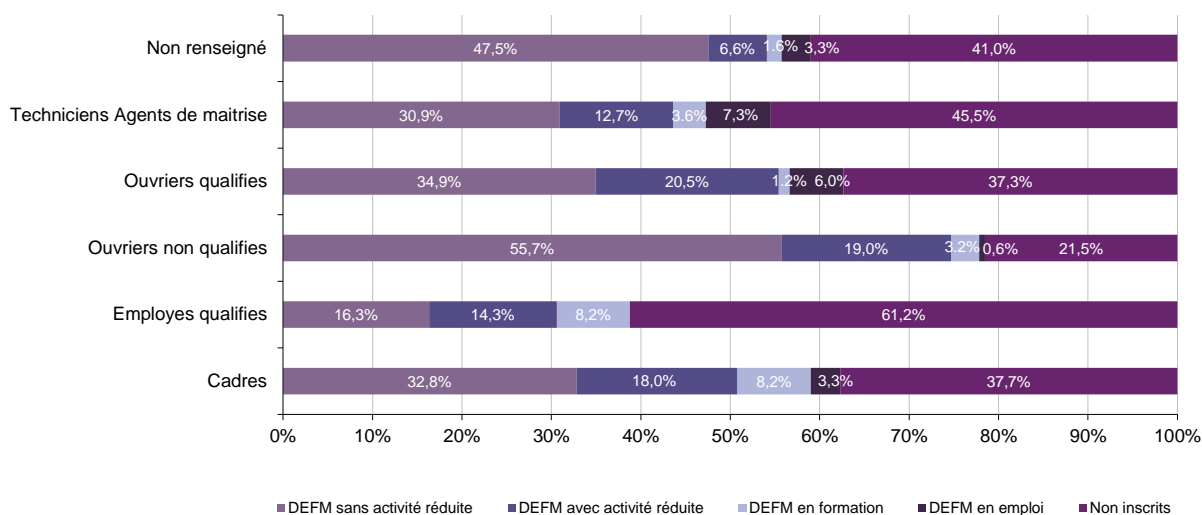


RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



Source Persee

La proportion des adhérents de la cohorte qui ne sont plus inscrits est plus importante chez les employés qualifiés et les techniciens agents de maîtrise (61,2% et 45,5%).



Source Persee

Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASRr). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP. Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

Un nouveau dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique dorénavant aux procédures de licenciement économiques engagées à partir du 1er février 2015.

Son montant est fixé à 75% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.

www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information.

Contact : statspdl@pole-emploi.fr

Directeur de publication : Alain MAUNY

Directeur de la rédaction :
Josette BARREAU

Conception et réalisation:
Service Statistiques, Etudes et Evaluation –
Catherine DORNIC et Brigitte VIGOUROUX